

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

22<sup>ème</sup> année - N° 4159 - Lundi 04 Juillet 2022 - Prix : 200 Fc

MORT DE SITTI-HAFSOIT :

## Le suspect passe aux aveux



Palais de Justice Mutsamudu.

SECTEUR AÉRIEN :

**R-Komor se dote d'un appareil  
de 50 places**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 1er au 05 Juillet 2022**

**Lever du soleil:**

**06h 28mn**

**Coucher du soleil:**

**11h 54mn**

Fadjr : 05h 16mn

Dhouhr : 12h 15mn

Ansr : 15h 09mn

Maghrib: 17h 57mn

Incha: 19h 11mn



## PÊCHE

## Ndrouani possède une poissonnerie moderne

*La cérémonie d'inauguration d'une poissonnerie moderne a eu lieu vendredi dernier à Ndrouani. Cela vise à promouvoir la modernisation des produits de la mer et assurer une nutrition saine en produits locaux et les conserver dans des bonnes conditions.*

L'Association Culturelle de la Jeunesse de Ndrouani Trohoye (ACJNT) a eu un appui financier de l'Ambassade de France à Moroni dans le cadre des Fonds PISCA en vue de mettre en œuvre un projet d'une « Poissonnerie moderne ». Pour rendre opérationnelle cette poissonnerie, 26 femmes dynamiques ont été formées sur les techniques de « Salage, saumurage, séchage et fumage des produits de la pêche » en vue d'assurer des produits de qualité dans le marché, créer des emplois décents pour des femmes vulnérables, et encourager des modes de nutrition sains basés sur les produits locaux conservés dans des bonnes condi-

tions. « Nous ne pouvons que saluer l'initiative et les efforts fournis par l'association ACJNT pour cette réalisation de ce projet. Cela permettra de moderniser la poissonnerie et assurer une nutrition saine basée sur les produits locaux et conserver dans des bonnes conditions. Nous espérons que ces efforts seront prochainement déployés dans les différentes communes de notre pays », déclare Ismael Mohamed Hassane, le maire de Bambao ya Mboini.

Pour la coordinatrice et formatrice du projet, Sitti Amina Abdillah, il s'agit d'une lourde responsabilité de représenter toutes les femmes et les filles de Ndrouani, particulièrement celles qui sont des cibles et des bénéficiaires de ce projet. « Depuis 7 ans, nous nous sommes constitué en groupement de femmes avec pour ambition la promotion de la cuisine comorienne. Sans complexe, nous avons bénéficié de l'appui de nos proches, pour commencer nos activités avec des moyens très

modestes, une créativité exceptionnelle pour une innovation à chaque rencontre de travail dans une de nos cuisines respectives », montre-t-elle. Et d'ajouter : « Ce projet financé par l'Ambassade de France à hauteur de 15 000 euros vient de conforter notre motivation à mieux valoriser les produits locaux en développant nos capacités techniques et matérielles. C'est aussi une opportunité pour créer des emplois décents, épanouir la femme de Ndrouani par un nouveau savoir-faire et garantir une alimentation saine pour la protection de notre santé ».

Le projet a permis de former 25 femmes sur les techniques de traitement et de conservation des produits de pêches, tels que les poissons, les poulpes etc mais aussi à former leur association sur la gestion administrative et financière, l'organisation et le développement d'une association, la gestion de cycle de projet avec l'encadrement technique de l'ONG Initiative Développement des cadres locaux notamment Abdou Bacar



Inauguration Pêche moderne à Ndrouani.

Mouigni, des experts nationaux du réseau pêche venant d'Anjouan.

De son côté, Patrice Thevier, conseiller de coopération et d'action culturelle montre à son tour que le projet a commencé depuis 2021 appuyer. « Créer une poissonnerie dans un milieu rural est une excellente initiative et surtout un défi. Mais vous allez le relever avec votre ambition. Je me réjouis que l'ambas-

sadeur de France ait pu prendre place dans un tel projet. Sachez que cela fait partie de nos engagements et c'est dans ces genres de projets que nous allons développer le pays. Car ça permettra de créer des emplois décents pour les femmes ambitieuses », indique-t-il.

Nassuf Ben Amad

## EAU POTABLE

## Aucune goutte d'eau dans les robinets de Hoani depuis plusieurs mois

*Le problème d'eau dans le village de Hoani et son voisin Mbatsé n'est toujours pas résolu. Le différend entre la SONEDE et Hoani sur la facturation et l'entretien n'est que la partie émergée de l'iceberg. Le fond est tout autre. Hoani qui abrite la nappe phréatique qui a servi le captage s'indigne dès le départ de la conception de l'ouvrage. Lequel ouvrage ne permet pas, selon eux, les deux localités d'avoir suffisamment d'eau. Donc Hoani n'est pas prêt à partager le peu qu'il en a. Pourtant le porteur initial du projet c'est Mbatsé.*

Depuis plusieurs mois déjà, aucune goutte d'eau ne coule sous les robinets de Hoani. La population souffre énormément car l'eau de rivière n'est pas potable ni facilement accessible. La prière se fait difficilement, recourir aux puits pratiquement non utilisés depuis plusieurs années reste la seule alternative qui n'en demeure pas très aisée. L'ancien

réseau de Ngamarumbo (quartier de Hoani) qui arrivait à alimenter quelques maisons a été volontairement endommagé par les autorités pour faire plier Hoani.

Certes les habitants de Hoani trouvent que la facturation de la SONEDE est très chère, et que l'eau n'est pas traitée mais surtout que plusieurs quartiers n'étaient pas alimentés régulièrement reste le prin-

cipal point d'achoppement. Selon Djaffar Ben Abdou Djaffar, un jeune cadre de Hoani, le projet a été mal conçu au départ. « D'abord, du ciment a été enduit sur l'issue de jaillissement de l'eau de source où le captage a été réalisé, ensuite c'est un tuyau de 110 qui ramène l'eau au bassin alors que deux tuyaux de 110 partent du bassin l'un vers Mbatsé et l'autre vers Hoani ce qui implique que l'eau du bassin ne suffira jamais » soutient ce professeur d'anglais au lycée de Fomboni. Pourtant il a été convenu, selon M. Djaffar, lors des négociations du projet porté au début par Mbatsé pour un captage à Hoani, que ce dernier n'aura pas de soucis d'eau. Ce qui n'est pas le cas.

« Déjà le jour de l'inauguration, les habitants de Hoani avaient boycotté la cérémonie. On ne sait pas pourquoi » regrette un responsable de la SONEDE qui prouve que les hostilités ont commencé à Hoani. « Justement nous avons boycotté cette inauguration car nous avons voulu exprimer notre indignation face à cette mauvaise conception du projet devant les autorités mais on ne nous a pas laissé faire » réplique Djaffar.

Finalement l'eau de ce nouveau bassin ne suffit pas à alimenter les deux localités, des actes malsains se sont succédés. Le tuyau en aval du captage coupé puis réparé, la vanne d'arrêt entre le bassin et le tuyau de Mbatsé détruite. Ensuite plusieurs

mètres de tuyaux vers Mbatsé ont été mis hors usage ce qui a coûté près de 3 millions à la SONEDE pour leur réparation, selon un responsable de la société. Et cela n'a pas suffi. Pour une deuxième fois, ces tuyaux vers Mbatsé ont subi plus de dégâts qu'auparavant. C'est alors que les autorités insulaires ont jugé utile de détruire la seule source qui alimentait Hoani, le système de l'ancien bassin de Ngamarumbo. Le comité des sages de Mohéli avait voulu intervenir ce jeudi pour tenter de trouver un terrain d'apaisement mais il a finalement renoncé car « le moment n'est pas encore opportun » apprend-t-on.

Riwad

## SOCIÉTÉ

## La journée mondiale contre la drogue a été célébrée Fomboni

*Le RéNAD (réseau national anti drogue) avec le club Mabelhad de poésie en collaboration avec les écoles privées Nouria Scool et Maleze ont célébré le mercredi 29 juin dernier, la journée mondiale contre la drogue. Un concours de poésie a été, à cette occasion, organisé et des primes remis dans les locaux de l'école privée Maleze.*

Conformément à la résolution du 7 décembre 1987, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé de célébrer la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues le 26 juin afin

de renforcer l'action et la coopération aux échelons national, régional et international dans le but de parve-

nir à une société affranchie de l'abus des drogues. Soutenue chaque année par la communauté internationale,

cette journée a pour objectif de renforcer la sensibilisation au grand danger que sont les drogues illicites pour notre société.

À Fomboni, le RéNAD avec le club Mab Elhad de poésie en collaboration avec les écoles privées Nouria school et Maleze ont célébré cette journée, ce mercredi 29 juin. « La jeunesse vivra mieux sans drogue » fût le thème choisi pour cette année. Un concours de poésie a été réalisé à cette occasion et à vu la participation de plusieurs groupes avec un jury de 5 personnes.

Après l'ouverture de la cérémonie par le président régional suivi du mot de bienvenue et remerciement,

une séance de sensibilisation contre la drogue et tout autres stupéfiants a été au menu. Après délibération du jury, le groupe issu de l'école privée Nouria School et le troisième prix est revenu au groupe de Maleze.

Il convient de rappeler que le RéNAD n'est pas à sa première expérience dans l'île de Mohéli pour des activités contre la drogue. Et certains jeunes ont dû abandonner cette pratique dangereuse et ont été accompagnés à leur insertion à la vie sociale.

Riwad



Journée mondiale contre la drigue.

## MORT DE SITTI-HAFSOIT :

## Le suspect passe aux aveux

*Ce jeune de 19 ans, un délinquant notoire selon le récit du procureur de la République de Mutsamudu, a avoué aux enquêteurs avoir assassiné Siti-Hafsoit Dhoifir dans sa résidence située au sein de son hôtel de Mutsamudu, dans la nuit du 26 au 27 juin.*

Près d'une semaine depuis l'ouverture de l'enquête préliminaire, le procureur de la République de Mutsamudu a tenu un point-presse pour annoncer l'a-

vancée du dossier. Le point culminant est l'arrestation du principal suspect arrêté le jeudi 30 juin. Il a avoué les faits qui lui sont reprochés aussitôt interpellé. Ce jeune homme s'appelle Moustoifa Amdjad et est âgé de 19 ans. Il est présenté par les autorités comme un « délinquant notoire ». Le jeune majeur est connu pour commettre des vols. « C'est un jeune délinquant notoire qui, devant les enquêteurs, a reconnu les faits qui lui sont reprochés », a affirmé le procureur. Il indiquera qu'après

avoir assassiné sa victime, Moustoifa a pris la fuite avec deux téléphones. L'un, un iPhone 13 et l'autre, un Motorola. « L'iPhone lui a échappé et l'écran est cassé ». Notons que jusqu'à l'aveu du principal suspect, un autre jeune homme interpellé un peu plus tôt avec le même téléphone qu'il aurait ramassé près de chez lui, a été suspecté de l'avoir délibérément abimé.

La victime, âgée de 50 ans et mère de quatre enfants, présentait plusieurs coups de couteau « au

niveau du cou jusqu'à la nuque, de la poitrine, des bras droits, et sur les deux avant-bras » selon le procureur dans une déclaration antérieure. Les faits ont été commis dans sa chambre à coucher et certains de ses biens volés, parmi lesquels une somme de 500.000Fc. Selon nos informations, Moustoifa connaissait « bien » le domicile de sa victime. La nuit du drame, il se serait dans un premier temps rendu à la cuisine où il a trouvé un repas auquel il n'a pas touché car il n'était « pas à son goût ». Ensuite, il

se s'est introduit dans la chambre à coucher. Quand Siti-Hafsoit s'est réveillée, elle lui aurait jeté un objet pour le chasser de chez elle. Une altercation a commencé selon toujours notre source. Moustoifa aurait récupéré un couteau sur une coiffeuse. C'est l'arme de crime selon ce qu'il aurait confié aux gendarmes. Mais les enquêteurs, eux, pensent plutôt que le couteau a été porté depuis la cuisine.

Nabil Jaffar

## SECTEUR AÉRIEN :

## R-Komor se dote d'un appareil de 50 places

*Pour pallier le problème du transport aérien inter-iles aux arrêts depuis quelques jours, la compagnie R-Komor s'est dotée d'un nouvel appareil capable de transporter 50 passagers. Un appoint important pour assurer la liaison entre iles.*

Un ouf de soulagement pour les passagers de R-Komor coincés dans les iles depuis lundi après que l'unique appareil de ladite compagnie est cloué au sol à Mohéli pour cause « d'une panne technique ». La compagnie a annoncé samedi 02 juillet dernier sur sa page facebook, l'arrivée sur le sol comorien d'un appareil de 50 places qui va assurer la liaison inter iles.

D'après la patronne de la compagnie, Faouzia Mahamoud Kamoula, il s'agit d'un avion affrété au Lesotho pour une période de 10 jours pour décanter la situation.

« Cet avion est un dépannage de 10 jours, le temps de retrouver la pièce manquante pour réparer notre avion. Normalement, d'ici lundi, la pièce sera là », avance-t-elle, avant de préciser que « nous aurons un autre avion, ce qui nous permettra d'avoir deux appareils pour assurer la liaison entre iles. Pour l'heure, nous attendons que l'aviation civile fasse le contrôle, une fois que nous aurons l'aval nous pourrions reprendre nos activités ». À l'heure où nous bouclions ces quelques lignes, l'Anacm n'a pas pu répondre à notre

requête.

Pour mémoire, R-Komor est la seule compagnie aérienne à assurer les liaisons entre iles depuis cinq mois. Dans un entretien téléphonique avec La Gazette des Comores, Shemir Kamoula, propriétaire de R-Komor, a assuré la semaine dernière que son avion est immobilisé en raison d'« une panne technique liée au dégonflement d'un pneu » et qu'il avait mobilisé les ingénieurs, matériels et techniciens pour pallier le problème. En tout cas, l'appareil R-Komor est toujours à Mohéli et d'après les propriétaires tout sera réglé au plus vite.

Andjouza Abouheir



## MEURTRE DE SITTI-HAFSOIT DHOIFFIR :

## Les femmes du parti Orange demandent justice

*C'est dans la cérémonie de mise en place de la coordinatrice dans la région de Mboikou à Madjeweni le mercredi 29 juin 2022, que les femmes du Orange ont condamné l'acte d'assassinat de madame Sitti-Hafsoit Dhoifir. Ces dernières demandent que le meurtrier soit traduit en justice et qu'il paie pour cet acte barbare.*

On est dans la région de Mboikou à Madjeweni là où s'est déroulée la cérémonie de mise en place de la coordinatrice de cette région. Le parti de l'ancien ministre de l'intérieur Mohamed Daoudou poursuit sa politique de promotion de la femme en politique. Après Dembeni dans le Mbadjini en mai dernier pour la mise en place d'une femme coordinatrice, l'honneur revient aux femmes de Mboikou à Madjeweni mercredi dernier. Abattues par la tragédie de l'assassinat de madame Sitti-Hafsoit Dhoifir, l'ajointe maire Mariama Moumini a présenté les condoléances les plus attristées du parti Orange à la famille et aux proches du défunte. « Cet événement

terrible a touché tous le monde, les femmes particulièrement. Nous exprimons notre profonde sympathie aux femmes de la ville de Mutsamudu en leur adressant un message d'affection et qu'elles sont à leurs côtés par la pensée faute de pouvoir se rendre aux obsèques et participer à la marche et à la prière

qu'elles ont organisées », déclare l'ajointe les armes aux yeux.

Pour l'ajointe au maire de la commune de Mboudé Chadia Ahamada Mzé, elle montre que si les crimes et violences de toute sorte s'intensifient dans le pays, c'est parce que l'insécurité s'installe dans l'indifférence généralisée. « Les

élus du parti Orange ne peuvent rester indifférents face à cette situation. C'est ainsi que les maires étant naturellement les pilotes des politiques locales vont mettre en œuvre la politique de prévention de la délinquance et animer sur les territoires de leurs communes, avec des conseillers municipaux du parti, des actions en parfaite adéquation avec la gestion moderne des affaires de sécurité conformément aux lois en vigueur dans le pays et au projet politique du parti », avance-t-elle.

Selon elle, il ne peut y avoir de

développement sans que la sécurité des citoyens et des biens soit garantie par les pouvoirs publics. « Dans cette optique, notre parti est résolument engagé à œuvrer à la promotion de la participation des femmes dans la gestion de la sécurité au sein de la société, car notre conviction profonde est qu'aucune lutte, aucun prévention contre les violences diverses ne peuvent être efficaces sans une implication réelle des femmes », conclut-elle.

Nassuf Ben Amad



Femmes du parti Orange.

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riward  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



# UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



## MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



### Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

### SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

#### Pour le recrutement d'un cabinet chargé de l'assistance à la mise en place d'un système automatisé des transferts + (SAT+)

Date de l'avis : 24 Juin 2022

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : sélection d'un bureau chargé de l'assistance à la mise en place d'un système automatisé des transferts (SAT+)

#### 2. OBJECTIF DE LA MISSION :

L'objectif est de sélectionner une firme chargée d'assurer l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) dans le cadre du projet de mise en place d'une SAT+.

Les objectifs principaux de la présente mission sont de :

- \* Former les parties prenantes (BCC, banques participantes et autres possibles adhérents) et l'équipe projet sur la gouvernance d'une SAT+.

- \* Créer une masse critique de volume de transactions dans la plateforme SAT+ en lançant un projet qui vise la dématérialisation des paiements B2G et P2G dans le cadre de la digitalisation des paiements gouvernementaux

- \* Accompagner l'équipe projet dans la phase de mise en œuvre du projet (Phase A) jusqu'à la Phase B qui couvre la période initiale suivant à la mise en production (PIMP).

- \* Garantir la bonne fin du projet en

- o Assurant que toutes les compétences et ressources requises soient disponibles et utilisées de manière optimale ;

- o Évitant les défauts d'exécution des contrats ainsi que les éventuelles défaillances tant au niveau de la phase A qu'au niveau de la phase B ;

- o Veillant au respect strict des engagements contractuels des fournisseurs intervenant dans le projet ;

- o Veillant à ce que toutes les étapes du projet soient réalisées dans les règles de l'art, et ce, allant de la conception, passant par la mise en œuvre et la réception, à l'accompagnement et au suivi ;

- o Assurant le bon achèvement de tous les travaux relatifs au projet conformément aux contrats et aux exigences fixées.

#### 3 ETENDUE DE LA MISSION

En appui à l'équipe d'exécution du projet, le mandat de la Firme se déroule en 2 phases principales.

##### Phase A :

- o Validation des spécifications techniques dans le contrat signé avec le soumissionnaire retenu pour assurer l'alignement du SAT+ dans son dossier technique

final ;

- o Proposer un calendrier détaillé du projet impliquant les activités de l'ensemble des parties prenantes et assurant l'alignement sur le plan de projet du soumissionnaire retenu ;

- o S'assurer du respect des référentiels internationaux de pilotage de projets et transmettre ces normes aux parties prenantes dans le cadre de leur formation ;
- o Identifier les contraintes et préconiser les solutions y afférentes ;

- o Entamer un dialogue continu avec les autres institutions financières et parties prenantes en ce qui concerne :

- \* La conception du système SAT+

- \* La topologie de connectivité

- \* Les normes et procédures requises pour assurer une bonne gouvernance

- o Organiser un suivi hebdomadaire des travaux en collaboration avec le chef de projet ;

- o Organiser des réunions ou visites sur site dans le but de rencontrer les parties prenantes à des périodicités régulières (fréquence en fonction du niveau d'avancement du projet) ;

- o s'assurer (en étroite collaboration avec ANADEN) de la participation effective de tous les adhérents du SAT+ dans le cadre de la digitalisation des paiements P2G et B2G, notamment pour le paiement des frais de scolarité et le paiement des factures d'électricité, d'eau et de téléphone ;

- o Mettre en place des programmes d'intégration des établissements de monnaie électronique dans le SAT+ ;

- o Initier et/ou contribuer à des programmes de déploiement de solutions d'agency banking ;

- o Proposer une structure organisationnelle appropriée pour le SAT+ qui

- \* Garantit une dotation en personnel adéquate avec un personnel suffisamment qualifié et formé

- \* Permet que toutes les compétences et ressources requises soient disponibles et utilisées de manière optimale

- \* Respecte les directives de gouvernance convenues précédemment

- \* Garantit que la maîtrise d'ouvrage aura une bonne maîtrise de la plateforme SAT+ retenue ;

##### Phase B :

- o Accompagner le département informatique de la BCC et les autres parties prenantes dans la première phase de production (PIMP) :

- \* Assurant le bon fonctionnement du cadre organisationnel

- \* Identifiant les risques qui peuvent surgir et les processus de gestion qui devront être mis en place

- \* Assistant les parties prenantes dans l'exécution de la gouvernance

- \* Effectuant une revue critique sur les règles de fonctionnement de l'écosystème et recommander des nor-

mes, politiques, procédures et activités pour les éléments manquants qui aboutiront à une description la plus complète possible de la gouvernance nécessaire pour cet écosystème.

#### 4 LIVRABLES ATTENDUS

La liste des livrables ci-après n'est pas exhaustive et peut faire l'objet de modification :

##### Phases A & B :

1. Document d'approbation sur la documentation de conception du système, le cas échéant à chaque itération de la conception

2. Plan de projet du SAT+ (qui est aligné avec le plan de projet du fournisseur retenu)

3. Calendrier et planification pour l'intégration des participants

4. Note de synthèse sur le dialogue entre la BCC, les institutions financières, les autres participants et le Conseil National des Paiements concernant la gouvernance du SAT+

5. Rapport proposant la structure organisationnelle appropriée pour le fonctionnement du SAT+ qui

- a. Décrit les rôles et les responsabilités

- b. Identifie les besoins de formation

- c. Contient le plan d'action pour achever les objectifs de formation

- d. Respecte les directives de gouvernance convenues précédemment

6. Rapports pertinents sur les étapes, processus et procédures documentés de test et de certification

7. Procès-verbal des réunions à intervalles convenus précédemment couvrant :

- a. Plan d'actions concrètes dans le cadre de la gestion de projet de la BCC ;

- b. Délibérations du comité de pilotage ;

- c. Comptes rendus des délibérations par le Conseil National des Paiements et des autres parties prenantes

8. Calendrier et plan de projet PIMP couvrant :

- a. Chantiers pertinents

- b. Gouvernance

- c. Processus et procédures pour la gestion des changements

- d. Plan de basculement final décrivant la commutation des activités réalisées par le fournisseur qui seront finalement absorbées par la BCC.



**UNION DES COMORES**  
Unité – Solidarité – Développement



**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE**



*Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)*



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

**SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE  
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET**

**Pour le recrutement d'un cabinet chargé de l'assistance à la mise en place d'un système automatisé des transferts + (SAT+)**

**Date de l'avis : 24 Juin 2022**

**5 PROFIL GENERAL DE LA FIRME**

La firme ou le consultant devra avoir les qualifications et l'expérience suivantes :

- o Parler couramment le français, la maîtrise de l'anglais étant un atout supplémentaire.
- o Diplôme universitaire (programme de 4 ans ou plus) dans des domaines liés au projet
- o Expérience pratique (pas moins de 5 ans) dans la conception, la fourniture et la mise en œuvre de systèmes bancaires, avec 2 à 3 ans d'expérience dans les systèmes SAT+.
- o Connaissance des procédures de passation de marchés (ICB) de la Banque mondiale.
- o Expérience réussie de la direction ou de la facilitation de la passation de marchés de TIC sur au moins deux projets.
- o Expertise technique substantielle en matière d'acquisition, de personnalisation, d'utilisation et de maintenance des technologies de l'information dans le secteur financier.
- o Expertise substantielle en gestion de projet et en projets de changement organisationnel et fonctionnel (Waterfall, CPM, Prince2, PMP).
- o Une compétence avérée dans la préparation de rapports d'étude et la capacité à communiquer les questions relatives aux projets avec des fonctionnaires locaux de haut rang, et à résoudre rapidement les problèmes clés, seront essentielles.
- o Expérience significative des défis, stratégies et plans en matière de sécurité de l'information et de cybersécurité dans un environnement bancaire.
- o Compréhension approfondie des processus d'affaires bancaires, y compris la gestion des moyens de paiement scripturaux, des entreprises et des particuliers.
- o Expérience de travail dans un environnement international, en particulier lorsqu'il s'agit d'informations confidentielles.
- o Une expérience de travail dans des pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV) sera un avantage supplémentaire.

**6 DUREE ET DEROULEMENT DE LA MISSION**

**La mission aura une durée de dix-huit (18) mois :**

- o la phase A d'une durée de douze (12) mois portera sur l'appui à la mise en œuvre et l'accompagnement qui débutera après la sélection du fournisseur jusqu'au go live de la nouvelle plateforme.
- o la phase B d'une durée de six (6) mois permet d'une part, de déceler les éventuels dysfonctionnements et de préconiser les solutions y afférentes, et d'autre part, d'accompagner la BCC dans la gestion de la nouvelle plateforme opérationnelle.

La mission sera effectuée sur site. L'espace de bureau requis sera mis à disposition par la BCC.

Le mandat peut être renouvelé une fois pour une période inférieure à 13 mois.

**7 MÉTHODE DE SÉLECTION DE LA FIRME**

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de **qualification du consultant** telle que décrite dans les Règlements applicables aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » du nouveau cadre de passation de marché de juillet 2016 et les mis à jour de Novembre 2017 et Août 2018.

**8 AUTRES INFORMATIONS**

Les dossiers de soumissions ainsi que toutes les correspondances, les caractéristiques techniques et tout autre document à soumettre concernant le projet, seront obligatoirement rédigés en langue française.

**9 PRESENTATION DU DOSSIER DE MANIFESTATION**

Le dossier de manifestation d'intérêt doit être constitué comme suit :

N°	Descriptions
I	<b>Lettre de manifestation d'intérêt</b>
II	<b>Présentation &amp; organisation technique et managériale du cabinet</b>
II.1	Organisation du cabinet
a	Présentation du cabinet (historique et domaine d'intervention)
b	Capacité technique (moyens humains et matériels)
II.2	Expérience du cabinet
	Expérience générale
	Expérience en rapport avec la mission
III.3	<b>Liste des experts qualifiés du cabinet</b>

10 Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et le vendredi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes

11 Les manifestations d'intérêts doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 08 Juillet 2022 à 10 heures 30 min Heure locale de Moroni (Union des Comores)** avec mention : **recrutement d'un cabinet chargé de l'assistance à la mise en place d'un système automatisé des transferts + (SAT+)**

12 L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :  
Banque Centrale des Comores  
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier  
Housna THABIT, Coordinatrice Nationale  
Sise à la Banque Centrale des Comores-  
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –  
Email : Housna.UGP@banque-comores.km – Anfifa.UGP@banque-comores.km

## JEUX OLYMPIQUES NATIONAUX

## Une cérémonie d'ouverture terne

*C'est sous un stade de Moroni clairsemé que la cérémonie d'ouverture a eu lieu. Si la foule des grands jours n'a pas répondu présente, l'enthousiasme des athlètes et la présence du chef de l'Etat, Azali Assoumani parrain des jeux y était.*

Pour la première fois de son histoire, le comité olympique et sportif des îles Comores organise des jeux qui rassemblent les athlètes venus de toutes les îles de l'archipel. Et pour son discours d'ouverture, le chef de l'Etat s'est voulu optimiste quant à l'avenir des Comores sur le plan sportif. « Nous sommes désormais dans le temps des succès mais, surtout des défis à relever à commencer par les jeux des îles de l'océan indien en août 2023 à Madagascar », avance le président Azali Assoumani.

Succès, cela reste à voir. Faut-il rappeler que depuis la création des jeux des îles en 1979, les Comores n'ont guère dépassé la barre des 50 médailles toutes compétitions confondues. Pour atteindre le succès

clamé par le chef de l'Etat, il faudrait beaucoup de volonté politique de la part de nos dirigeants et surtout des moyens pour permettre à nos athlètes d'atteindre le même niveau que leurs homologues de la région. Le locataire de Beit-Salam a émis un autre souhait. « Nous devons ramener le drapeau des jeux à Moroni avec l'aide d'Allah pour réaliser notre rêve, celui d'abriter les jeux de 2027 aux Comores », dit-il. Sur ce deuxième point, seul l'avenir nous le dira. Depuis au moins les jeux des îles de 1990 à Madagascar, les Comores se sont toujours positionné pour organiser les prochains sans jamais y parvenir. Le déficit d'infrastructures y a joué pour beaucoup dans cette incapacité des Comores à organiser les jeux.

Un défi que le chef de l'Etat semble vouloir relever. « On doit mettre en chantier notre programme d'infrastructures sportives et que nous devons augmenter notre capacité d'accueil », souhaite le chef de l'Etat. Pour l'organisation des jeux, il faut au minimum avoir une piscine olympique pour les disciplines de



Ouverture des jeux nationaux.

la natation, un gymnase couvert pour le basket et le volley et d'autres jeux. Il faut aussi des courts de tennis et des gymnases pour les sports de combats. En vu de celles qui existent, on voit à quel point le chantier sera très lourd à mettre en place, mais au cœur vaillant nul n'est

impossible comme dirait l'autre.

Le président de la République a fini son discours par une note positive, en forme de souhait. « Nous avons l'espoir que vous ferez mieux que nous », lance-t-il. Est ce le signe d'un hypothétique passage à témoin, ou le souhait d'une génération qui

sait qu'elle va léguer à la génération future un lourd passif qui va être difficile à combler. Ce qui est sur, c'est que la jeunesse sait qu'elle doit s'armer de patience pour espérer voir le bout du tunnel un jour.

AS Badraoui

## ÉCONOMIE :

## "La Zlecaf ne cherche pas seulement à éliminer les tarifs douaniers mais les barrières non tarifaires aussi"

*Dans un entretien accordé à certains médias de la place, Mama Keita, la directrice du bureau sous régional pour l'Afrique de l'Est de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique basé à Kigali a fait le tour des avantages de Zlecaf. Plusieurs points ont été discutés, notamment la création d'un vaste marché commun en Afrique, la compétitivité commerciale entre pays africains, etc.*

Après deux jours d'interactivités sur l'atelier de la zone de libre échange, la directrice du bureau sous régional pour l'Afrique de l'Est de la commission

économique des Nations Unies pour l'Afrique, Mama Keita est revenu sur le rôle de la Zlecaf. Selon cette économiste de métier, la Zlecaf vise à créer un vaste marché commun en Afrique, qui s'opérationnalise avec l'élimination des tarifs douaniers entre les pays, la libre circulation des biens, des services et personnes. Elle va favoriser le commerce entre des pays africains d'une façon compétitive. « Si les pays africains entre eux éliminent les tarifs douaniers, cela suppose que les produits non africains qui vont entrer en Afrique vont faire face à des tarifs douaniers. Ils seront supposément plus chers que les produits africains. C'est pour pouvoir rendre les pays

africains plus compétitifs et donc favoriser le commerce de ces produits. L'on souhaite que chaque pays ait des produits à exporter et des produits à importer », explique-t-elle.

Sur le renforcement des chaînes de valeurs, elle montre que c'est un ensemble de différents étapes de production qui à chaque fois transforme un produit jusqu'à parvenir à un produit fini. Le cas des Comores précisément, ce serait dans les chaînes des valeurs touristiques, de cosmétique notamment des essences, la restauration, etc. « Produire ici et transformer les produits dans des arômes fini et les vendre dans le marché : c'est cela le renforcement

de la chaîne des valeurs », précise-t-elle. Selon elle, la Zlecaf ne cherche pas seulement à éliminer les tarifs douaniers mais à éliminer aussi les barrières non tarifaires. « Elle est favorable pour ouvrir des marchés à l'exportation et permettre aux opérateurs de pouvoir produire à des coûts de production plus bas et être plus compétitifs. Maintenant la Frexim banque import-export de l'Afrique, consciente des pertes possibles des certains Etats Africains, que cela peut constituer un frein à la décision des certains pays de ratifier l'accord. Il a mis en place un instrument d'ajustement qui va permettre à tous les ministères des finances de tous les pays de recevoir une fenêtre pour les aider à avoir certaines sources de financement comme compassions et de les accompagner à faire face à la pertes des recettes douaniers », souligne-t-elle, avant d'ajouter « qu'avec la Zlecaf, c'est aider le tissu économique et industriel de tous les pays à la longue, inciter les opérateurs économiques et les corps étrangers à venir investir davantage, à faire croître beaucoup plus d'activité économique. L'Etat aura des nouvelles sources, d'une assiette fiscale plus large. Les impôts sur les revenus des sociétés devraient à la longue croître ».

neurs comoriens vont avoir accès à ce même marché. « Le marché sera vaste à tout le monde quelle que soit la provenance. Il faudra miser sur la compétitivité et essayer de capturer une part de ce marché-là. Le marché est là et il faudra juste être très entreprenant. L'état doit accompagner les entrepreneurs à renforcer les capacités compétitives, accroître les capacités productives pour partir à la recherche de ce marché ». Au cours de son séjour à Moroni, elle a été reçue par le Président de l'Union en présence du Coordonnateur Résident, M. François Balingaya. Leurs échanges ont porté sur les dernières étapes vers une ratification de l'accord ZLECAF ainsi que les pistes d'accompagnement. Elle a également eu des échanges techniques avec les ministères de l'économie et des finances, entre autres. Pour rappel, cet atelier de deux jours avait pour but de créer un consensus national autour de l'opportunité que représente la ZLECAF pour l'émergence des Comores, incluant les femmes les jeunes et les petites et moyennes entreprises, de faciliter et susciter la ratification de l'accord par l'assemblée et de faciliter une consultation de haut niveau sur la feuille de route pour la mise en œuvre du ZLECAF, etc.

L'Afrique représente un marché d'un milliard 300 millions de consommateurs, tous les entrepre-

Andjouza Abouheir



Mama Keita en audience avec le Président Azali.